



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitavana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MESSAGES CLES DU DEUXIEME RAPPORT NATIONAL VOLONTAIRE DE MADAGASCAR 2021 SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

29 avril 2021

Depuis l'engagement de Madagascar en 2015 dans l'atteinte de l'Agenda 2030, le pays a mis en place deux cadres institutionnels pour en assurer le suivi : le Comité d'Orientation et de Suivi et le Comité Technique. Dans le cadre de l'élaboration de ce deuxième rapport, une consultation nationale, ayant vu la participation des points focaux des ministères, sociétés civiles, secteurs privés, associations et partenaires techniques et financiers, a été organisée pour que personne ne soit laissé pour compte.

A Madagascar, la mise en œuvre des ODD coïncide avec l'actualisation des politiques et stratégies de développement : alignement du Plan National de Développement (2015-2019) et intégration des ODD dans les 13 engagements de la Politique Générale de l'Etat, fondements du Plan Emergence Madagascar (2019-2023). Une priorisation nationale des ODD, fixant 64 cibles et 85 indicateurs, a été effectuée.

Malgré la survenance d'aléas climatiques (cyclones et sécheresse) et de la pandémie du Covid-19, des progrès sont enregistrés dans l'atteinte de l'agenda 2030 :

- Sur le plan environnemental, Madagascar intensifie ses efforts pour préserver sa biodiversité. La superficie reboisée est passé de 4.739 ha en 2016 à 45.003 ha en 2020. La Superficie des aires protégées abritant des sites de conservation de la biodiversité atteint 7.099.000 ha en 2020 contre 7.000.828 ha en 2016 (ODD 15). Toutefois le taux de déforestation reste élevé, exposant le pays aux vulnérabilités liées au changement climatique.
- La croissance économique affichait une tendance ascendante avant la crise sanitaire, pour arriver à un taux de 4,4% en 2019. Le taux de chômage est évalué à 1.9% de la population active en 2020. Le secteur informel reste le principal pourvoyeur d'emploi et le taux de pauvreté multidimensionnelle s'élève à 70,3% avec une intensité de la pauvreté¹ estimée à 54.9% (ODD 1).
- Au niveau social, les engagements pour assurer un accès universel aux services de santé se sont traduits en actions à travers l'élaboration d'un cadre d'investissement SRMNA et la promulgation de la loi sur la Santé de Reproduction et la Planification Familiale. En matière de lutte contre les violences basées sur les genres, la loi N°2019-008 du 16 janvier 2020 a été promulguée pour renforcer le régime juridique sur la prévention, la poursuite, la répression, la prise en charge et la réparation ainsi que la protection des victimes.

Madagascar dispose d'un Plan Multisectoriel d'Urgence pour lutter contre le COVID-19 et atténuer ses conséquences socioéconomiques. Ce plan prévoit l'affectation de ressources dans les transferts monétaires, filets de sécurité et actions en faveur des personnes vulnérables. Cependant, la pandémie a mis à mal les efforts entrepris dans la mise en œuvre des ODD. Sur le plan économique, le PIB a diminué de -4,2% en 2020 (ODD 8). Les risques en termes de santé (ODD 3) sont réels avec la diminution de la fréquentation des structures sanitaires entraînant une diminution de la couverture vaccinale, des accouchements assistés par un personnel de santé, accès aux informations et services relatifs à la santé sexuelle et reproductive (ODD 5). En matière d'éducation, la prise de mesure de fermeture temporaire des écoles a des influences négatives sur le taux d'accès et la qualité de l'enseignement.

¹ Proportion moyenne pondérée de privations dont une personne pauvre subit à la fois

Plusieurs défis restent à relever :

- Renforcement de la coordination, du suivi et de l'évaluation des ODD ;
- Mobilisation des ressources par la mise en place d'une stratégie de financement des ODD ;
- Reprise de la croissance économique après le COVID19 ;
- Lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment la famine, qui sévit dans le Sud du pays.

La pandémie de COVID-19 continue à faire de ravages à Madagascar comme dans d'autres pays du monde, remettant en cause les progrès sociaux et économiques récents et créant des besoins supplémentaires de financement, notamment extérieur, pour l'atteinte de l'agenda 2030. Mais Madagascar veut aller de l'avant et les 13 engagements, pris par l'Etat dans sa vision vers l'émergence, apportent non seulement des solutions pour sortir de la crise sanitaire mais également des réformes structurelles permettant d'atteindre un développement durable et une réduction de la pauvreté.


Ministre de l'Economie et des Finances
Richard
RANDRIAMANDRATO Richard